**Sondage VVF : La France, destination privilégiée, même si toutes les restrictions sont levées**

**Plus d'un quart des Français revoit à la baisse le budget**

 **La 2e vague de l'enquête menée auprès de 5 800 Français du 22 au 28 mai par VVF et sa filiale VVF Ingénierie (cabinet conseil,) donne des indications intéressantes sur la tendance des départs en vacances et des interrogations des Français, taraudés par des questions de budget, d'anticipation économique et de préférence nationale.**

**Rédigé par La Rédaction le Mardi 2 Juin 2020**

40 % des personnes interrogées affirment que tout va bien contre 29 % en avril.

Les inquiets accusent une petite hausse de 1% par rapport au mois dernier (7 vs 6 %).

**Néanmoins la majorité (53 %) est toujours dans l'incertitude face aux vacances** même si ce taux est nettement inférieur par rapport à celui d'avril où il atteignait 65 % (moins 12 points).

La crainte d'être contaminés sur les lieux de vacances n'a pas baissé par rapport à avril et se maintient à 54 %.

En revanche on note une forte augmentation des Français indiquant que leur pouvoir d'achat a été entamé en passant à 23 % contre 19 % en avril.

Tous les autres freins sont en baisse par rapport à avril
- 34 % vs 47 % pour la crainte de ne pas être remboursés en raison d'une prolongation de confinement
- 28 % vs 31 % pour celle concernant une non-désinfection des lieux
- 23 % vs 40 % pour celle d'une 2ème vague de contamination empêchant un retour à domicile
- 11 vs 17 % pour l'annulation des vacances par l'employeur

**La crainte de la perte du pouvoir d'achat se répercute sur le budget des Français** avec 27 % qui le revoient à la baisse (contre 16 % en avril). Il reste stable pour 64 % d'entre eux (vs 78 % en avril).

Les Français comptent diminuer leur budget pour :
- La restauration : 44 % vs 8 en hausse
- Les loisirs : 37 % vs 7 en hausse ; les sorties culturelles : 36 % vs 7 en hausse ; les sports 34 % vs 5 en hausse
- L'hébergement : 22 % vs 8 en hausse ; l'alimentation : 16% vs 17 en hausse

**Envie de partir très forte et budget moyen de 500 à 1000 € pour 76 %**

Si les aides (CAF, CE ...) sont primordiales pour permettre à 10 % de Français de partir en vacances qui sans elles en seraient privés, 74 % se déclarent prêts à partir même sans aide.

Il faut noter que pour 16 % ses aides sont essentielles pour financer leurs activités, loisirs, restaurants ..

Quant au budget moyen il est compris pour 76 % des Français entre 500 et 1000 € par personne. 16 % y consacreront de 1001 à 1500 €, 5 % de 1501 à 2000 € et 3 % plus de 2000 €

**Les mesures sanitaires mises en œuvre tranquillisent** les Français quant à leur départ en vacances mais ils restent prudents à 59 %.

Pour 41 % d'entre eux, elles restent insuffisantes pour les inciter à partir.

On retrouve cette prudence dans le mode le mode de garde des enfants. En dehors des congés des parents : seulement 2 % envisagent de les envoyer en colonies et 6 % en centres de loisirs

71 % des Français sont rassurés par les garanties de remboursement, le taux de réservation passe à 43 %
71 % des Français déclarent que les garanties de remboursement en cas de vacances annulées sont une bonne incitation à réserver (vs 58 % en avril).

Avec les 33% qui les avaient déjà réservé on arrive à un taux de 43 %. Néanmoins, 36 % attendent toujours d'en savoir plus et 10% préfèrent les repousser à septembre.

**Pour les Français qui n'ont toujours pas réservé** (dont ceux qui préfèrent repousser en septembre) 46 % réserveront 1 mois avant, 24 % à la dernière minute (vs 24 % en avril), 12 % ex-aequo 2 semaines et 3 semaines avant et 6 % une semaine avant

**La levée des restrictions a peu d'impact : 93 % des Français choisissent toujours la France.**

La levée des restrictions a un très faible impact sur les choix des Français et ils sont toujours **93 % à choisir la France même si 56 % opteraient pour une destination en dehors de la limitation des 100 km.**

**l'Europe séduit toujours 2 % des Français et on voit apparaître 3 % qui s'envoleraient pour une destination plus éloignée.**

**Lieux de vacances : les mesures sanitaires sont déterminantes**

La crainte de la contamination est une préoccupation majeure chez les Français qui attendent :
- 89 % une désinfection des lieux d'hébergement après chaque locataire
- 63 % celle des équipements collectifs
- 42 % la mise à disposition de gel hydroalcoolique
- 23 % le marquage au sol pour tous les lieux collectifs afin de respecter les distances sociales

Une fois rassurés sur les mesures d'hygiène, le premier service que les Français attendent sur leurs lieux de vacances est à 60 % **qu'on leur donne des idées pour visiter la région.**

Viennent ensuite à 32 % des offres de restauration, des activités de randonnées à 30 % et des animations en soirée à 26 %.

Leurs envies les portent à **privilégier la visite des lieux touristiques (51 %), les randonnées (48 %) la piscine (37 %) et les visites culturelles comme les musées (32 %).**

**La mer toujours plébiscitée**



***plage déserte de Bretagne /crédit DepositPhoto***

**La mer c'est la destination préférée des Français à 39 % (vs 41 % en avril) mais la moyenne montagne gagne 9 points** à 28 % (contre 19 en avril) et est suivi par la montagne (16% vs 15 % en avril). Il faut noter que 15 % ne savent pas encore quelle destination ils vont privilégier.

Effet de la baisse du pouvoir d'achat ? **Les camping et villages vacances gagnent 8 points** par rapport à avril avec 48 % des Français qui s'orientent vers ce type d'hébergement (vs 40 %).

Les gîtes et hébergements particuliers (location, famille, amis) progressent également de 2 points à 23 % (vs 21 %). En revanche AirBnB perd 6 points à 8 % (vs 14 %) et les hôtels 3 points à 5 % (vs 8 %)

Cette étude fait ressortir que plus d'un quart des Français revoient à la baisse le budget. Ces premiers ajustements budgétaires éloignent les français des offres «all inclusive» vers le locatif avec services et animations.

Ces économies portent aussi sur les modes d'hébergement, mais surtout sur les budgets dédiés à la restauration et aux activités. L'anticipation de la crise économique est le juge arbitre de ces réductions de budget, avec en corollaire une forte attente pour les aides à la relance de la part des publics les plus sensibles.